

Colloque de l'Association québécoise pour la réadaptation psychosociale

8 au 10 novembre 2010

LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE *À PART ENTIÈRE* : POUR UN VÉRITABLE EXERCICE DU DROIT À L'ÉGALITÉ

La politique gouvernementale *À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité* a été adoptée en juin 2009. Son adoption est une première historique et un complément essentiel à la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale. Cette politique, de portée intersectorielle, a pour but d'accroître, sur une période de dix ans, la participation sociale de l'ensemble des personnes handicapées¹, quels que soient leur sexe, leur âge, leur déficience, leur incapacité ou leur lieu de résidence.

Pourquoi une politique?

Selon les données de 2006, le Québec compterait plus de 750 000 personnes handicapées, soit 10 % de sa population totale.

Pour un grand nombre de celles-ci, leur participation sociale est, encore aujourd'hui, ni plus ni moins, un défi quotidien. Les personnes handicapées représentent toujours une population globalement en situation de pauvreté, moins scolarisée et moins présente sur le marché du travail, en moins bonne santé et plus isolée socialement. À cet égard, malgré des progrès substantiels, des problèmes majeurs persistent pour les personnes

¹ Tout au long du texte, le terme « personnes handicapées » inclut les personnes ayant des troubles graves de santé mentale.

handicapées et notamment pour les personnes ayant un trouble grave de santé mentale :

- persistance de conditions d'existence précaires des personnes ayant un trouble grave de santé mentale;
- existence d'obstacles à la participation sociale;
- persistance de situations d'exclusion, de stigmatisation et de discrimination (travail, éducation, etc.);
- grand nombre de personnes handicapées en situation de vulnérabilité pouvant être confrontées à des situations d'exploitation, de violence ou de maltraitance;
- problèmes d'accès, de coordination et de cohérence entre les mesures existantes;
- disparités dans l'offre de services en fonction de l'âge et du lieu de résidence;
- etc.

La persistance et la complexité des problèmes rencontrés par les personnes handicapées, incluant les personnes ayant un trouble grave de santé mentale, appellent à des virages importants et commandent des actions intersectorielles comme le préconise la politique *À part entière*. Notons que celle-ci se veut complémentaire à d'autres politiques gouvernementales intersectorielles ayant la même portée tel le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la politique visant l'égalité entre les femmes et les hommes et la politique de développement durable et la stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées.

Le but de la politique

Les résultats attendus de la politique indiquent ce que le Québec compte atteindre, en termes de participation sociale des personnes handicapées, d'ici dix ans. Il démontre le

sens et la direction des changements concrets attendus dans la réalisation des habitudes de vie de la personne.

Les changements attendus visent une amélioration significative des conditions de vie des personnes handicapées notamment au regard de leur revenu, de leur état de santé, de leur scolarité et de leur isolement social.

De plus, les résultats attendus visent une réponse complète aux besoins essentiels des personnes handicapées, c'est-à-dire les conditions leur permettant :

- de réaliser pleinement les activités quotidiennes;
- de vivre à domicile;
- de se loger adéquatement selon leurs besoins;
- de s'exprimer et de communiquer avec autrui;
- de se déplacer sans contraintes supplémentaires.

Et finalement, ils visent également la parité entre les personnes handicapées et les autres citoyens dans l'exercice de leurs rôles sociaux. Spécifiquement, il s'agit ici d'accroître, dans des conditions équivalentes aux autres citoyens :

- la participation des enfants handicapés dans les centres de la petite enfance (CPE) et à l'école;
- le nombre d'élèves et d'étudiants handicapés à tous les niveaux d'enseignement;
- la participation des personnes handicapées sur le marché du travail;
- la participation des personnes handicapées à des activités de loisir, de sport, de tourisme et de culture;
- la participation citoyenne des personnes handicapées dans les communautés.

Des défis et des priorités

La politique *À part entière* amène la société québécoise à agir sur trois défis intersectoriels majeurs. Soulignons qu'en fonction des trois défis fixés par la politique, un certain nombre de priorités ont été déterminées pour chacun d'eux.

Le premier défi, **une société inclusive**, vise à tenir compte systématiquement de la situation des personnes handicapées et de leur famille dès l'étape de conception de toute intervention sur l'environnement physique et social.

Ce défi suppose également de reconnaître le rôle essentiel que joue la famille pour tout être humain. Il s'agit du premier milieu de vie de toute personne et d'une assise fondamentale de la vie sociale.

L'émergence d'une société inclusive passe aussi par des actions à l'égard des préjugés et de la discrimination, et contre toute forme d'exploitation, de violence et de maltraitance. Elle requiert la conception de lois, de politiques, de programmes et de services sans obstacles de même qu'une prise en compte de la diversité des réalités des personnes handicapées dans la conception des politiques familiales. Enfin, elle nécessite l'aménagement d'environnements accessibles tenant compte des besoins de tous les citoyens. Dans une société inclusive, ce n'est plus le citoyen qui s'adapte, mais l'environnement qui répond à ses particularités.

Accentuer le virage inclusif, c'est faire en sorte que tous les citoyens participent à la société québécoise, s'y reconnaissent et y contribuent, et que tous puissent bénéficier des changements.

Pour ce défi, on retrouve dans la politique cinq priorités d'intervention :

- agir contre les préjugés et la discrimination;

- agir contre toute forme d'exploitation, de violence et de maltraitance;
- concevoir des lois, des politiques, des programmes et des services sans obstacles;
- tenir compte de la diversité des réalités dans la conception des politiques familiales;
- aménager des environnements accessibles.

Le deuxième défi, **une société solidaire et plus équitable**, s'attaque aux facteurs associés à la pauvreté, en particulier le revenu des personnes handicapées et de leur famille de même qu'aux coûts supplémentaires généraux ainsi qu'à la réponse aux besoins spécifiques des personnes handicapées. Par ailleurs, le potentiel des personnes handicapées au regard du marché du travail doit être valorisé et reconnu. En ce sens, le contexte actuel y est plus que jamais propice, compte tenu des besoins grandissants de main-d'oeuvre. Toujours dans le but de relever ce défi, il faut améliorer la cohérence de l'ensemble des mesures en réduisant les disparités dans l'offre de services et optimiser l'organisation actuelle des différentes mesures en favorisant un meilleur accès aux services ainsi qu'une meilleure coordination et la complémentarité de ceux-ci. De plus, agir contre la pauvreté, c'est, entre autres, continuer d'investir dans le capital humain en valorisant le potentiel des personnes handicapées.

Ainsi, ce second défi s'appuie sur trois priorités d'intervention :

- agir contre la pauvreté des personnes handicapées et de leur famille;
- viser une compensation adéquate des coûts supplémentaires liés aux déficiences, aux incapacités et aux situations de handicap;
- accroître l'accès, la complémentarité et la coordination des programmes et des services.

Le troisième défi, **une société respectueuse des choix et des besoins des personnes handicapées et de leur famille**, vise à faire en sorte que les personnes

handicapées et leur famille se retrouvent au cœur des services qui leur sont destinés. Accroître l'autonomie des personnes tout en préservant et bonifiant le soutien au milieu familial comme premier lieu d'intégration, c'est aussi prévenir l'institutionnalisation et les dépenses plus onéreuses. La bonification du soutien aux familles et l'accès à des services structurés d'accompagnement leur permettront d'exercer des choix et d'être en contrôle de leur vie, sans considérer les familles comme des ressources dont la disponibilité est toujours acquise.

Le troisième défi identifie trois priorités d'intervention :

- généraliser la planification individualisée et coordonnée des services;
- soutenir l'exercice des rôles familiaux et sociaux;
- rendre accessibles aux personnes handicapées et à leur famille des services structurés d'accompagnement.

La mise en œuvre et l'évaluation de la politique

Le mandat d'évaluation de la politique a été confié à l'Office des personnes handicapées du Québec qui se dotera de mécanismes de suivi avec les principaux partenaires. Cette évaluation se fera sous deux angles, soit par le suivi de sa mise en œuvre, d'une part, et par la mesure des résultats attendus, d'autre part.

En réponse à la demande de sa ministre responsable, l'Office s'est chargé, avec la collaboration des ministères et des organismes publics (MO) concernés, de coordonner l'élaboration d'un premier plan global de mise en œuvre de la politique les invitant à participer à plusieurs travaux à caractère intersectoriel en plus de leurs interventions sectorielles respectives. Il a été convenu que les plans d'action annuels prévus à l'article 61.1 de la Loi, la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées, les plans stratégiques des MO, les politiques et les plans

d'action sectoriels et autres initiatives publiques et privées soient considérés comme les moyens privilégiés de mise en œuvre de la politique.

La politique doit engendrer des améliorations significatives dans la vie quotidienne des personnes handicapées et de leur famille. Ces améliorations doivent avoir un effet tangible sur les conditions de vie des personnes handicapées, sur la réponse à leurs besoins essentiels et sur la parité avec les autres citoyens dans l'exercice de leurs rôles sociaux. La mesure des résultats attendus de la politique se réalisera à l'aide d'une série d'indicateurs associés à chacun d'entre eux. L'Office fera rapport périodiquement sur la mise en œuvre de la politique et l'atteinte de ses résultats attendus.

Valérie Vanasse
Conseillère à l'intervention nationale
Office des personnes handicapées du Québec
Téléphone : 819 475-8540
Courriel : valerie.vanasse@ophq.gouv.qc.ca